



Entre insurrection et réaction: Evo Morales à la poursuite du «capitalisme normal»

Par [Prof. James Petras](#)

Mondialisation.ca, 01 août 2007

[The James Petras Website](#) 1 août 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

Introduction

Beaucoup d'universitaires, politiques, journalistes et commentateurs progressistes d'outre-mer ont décrit le régime d'Evo Morales comme «radical», «révolutionnaire» et faisant partie d'un «bloc anti-impérialiste». Des universitaires aussi divers que Noam Chomsky, Ignacio Ramonet, Emir Sader, Heinz Dieterich, Marta Hanecker et Immanuel Wallerstein ont décrit Evo Morales comme faisant partie d'une vague gauchiste qui balaye l'Amérique latine. Ce qu'il y a de frappant avec ces laudateurs du président Morales est l'absence totale de toute analyse empirique de sa récente trajectoire politique et des politiques socio-économiques et publiques qu'il a mises en œuvre au cours des 15 premiers mois de sa présidence.

Une première approximation dans la compréhension du régime Morales consiste à suivre brièvement son rôle et celui de son parti, le Movimiento al Socialismo (MAS) pendant la période qui a précédé son élection et la relation entre les mouvements sociaux dynamiques et le changement socio-politique....

Cette perspective historique sert de base pour décrire les conceptions théorico-pratiques de Morales et Linera García, son vice-président, qui guident leur stratégie et leur programme de gouvernement.

Une fois la «ligne générale» et les objectifs stratégiques établis, cela fournit la base pour analyser les politiques spécifiques poursuivies dans des secteurs socio-économiques importants, ainsi que les compromis et les alliances tactico-politiques que le régime a mis en place.

Le régime Morales dans une perspective historique

Contrairement à la mythologie des intellectuels progressistes, Morales n'a joué aucun rôle dans les trois soulèvements majeurs qui ont eu lieu entre 2003 et 2005, et qui ont conduit au renversement de deux présidents néolibéraux clients: Sánchez de Losada et Carlos Mesa. Pour être plus précis Morales s'est opposé au soulèvement de février 2003; il était à Genève à une conférence inter-parlementaire lors du soulèvement réussi d'octobre 2003 qui a renversé Sánchez de Losada et fait tout ce qui lui était possible pour faire échouer la grève générale de masse de mai/juin 2005 qui a chassé Carlos Mesa du pouvoir. Une analyse sérieuse montre que Morales a jeté tout le poids du parti MAS et de ses mouvements sociaux pour le soutien de la montée de Carlos Mesa à la Présidence, alors qu'il avait servi Sánchez de Losada comme vice-président. Morales est intervenu de nouveau après le départ de Mesa pour soutenir le juge néo-libéral de la cour suprême Rodríguez afin qu'il

obtienne la présidence par intérim pour la période de la campagne préélectorale présidentielle de décembre 2005. Par la suite Morales a transformé la substance de la revendication du mouvement social pour une Assemblée Constituante (AC) en vue de «refondre la république». Les mouvements sociaux exigeaient que l'élection de l'AC se fasse par et au sein des mouvements sociaux populaires. Cela aurait assuré que l'AC reflète les intérêts des travailleurs et des paysans. Morales a rejeté cette exigence et s'est entendu avec les partis oligarchiques discrédités pour organiser des élections pour l'AC basées sur des unités territoriales où les machines électorales des partis domineraient les élections. Le résultat a été une marginalisation presque complète des mouvements sociaux par rapport à l'AC. Après un an de conflits procéduriers dans l'AC, Morales a quasiment accordé le veto aux partis oligarchiques en acceptant que pour la nouvelle constitution une majorité de deux tiers soit requise pour l'approbation de toutes les lois constitutionnelles. D'autres preuves de divergence du régime Morales avec les exigences des mouvements sociaux insurrectionnels étaient ses nominations à des postes gouvernementaux économiques clés, ainsi que la poursuite de politiques fiscales orthodoxes: qui favorisent l'équilibre budgétaire et une politique monétaire rigide par rapport aux investissements publics, aux programmes sociaux et anti-pauvreté conséquents, comme par exemple le doublement du salaire minimum, l'augmentation conséquente des salaires des enseignants, des travailleurs de la santé et d'autres salariés du secteur public.

Considérations théoriques

La dégradation de la pensée sociale «marxiste» est très évidente dans les discussions sur la trajectoire, structure et politique du «mouvement» Morales (le MAS et les mouvements paysans, indiens et syndicaux affiliés). La logique et la théorie propagées par des «théoriciens de gauche» est déductive, post-moderniste, ahistorique et anti-matérialiste. Plutôt que d'examiner les pratiques politiques de classe empiriques de Morales et du MAS pour construire une théorie, les théoriciens de gauche commencent par supposer que comme il était «indien», d'origine populaire et avait conduit le mouvement populaire, son régime était ipso facto «radical», «révolutionnaire», et «anti-impérialiste». Cette logique déductive exclut toute une panoplie d'accommodements et de «réalignements» de classe qui ont accompagné le changement décisif de luttes par l'action directe de masse à une politique électorale parlementaire.

Le post-modernisme se focalise exclusivement sur l'action culturelle, symbolique et le «théâtre politique», et cela au-dessus et contre les luttes de classe conséquentes ainsi que les changements dans les relations de propriété et de classe. Pour le post-moderniste Morales l'insistance sur «l'identité indigène», sa participation à des événements traditionnels en habit indigène, ses attaques verbales ainsi que ses menaces contre les oligarques et les conspirateurs sont l'expression d'une manière «révolutionnaire nouvelle» de faire de la politique. En se focalisant sur «l'identité», les post-modernistes ignorent les énormes différences de classe entre les paysans subsistant, sans terre et mal nourris d'un côté, et les politiciens, dirigeants et puissants membres de la classe indigène montante, de l'autre. Les post-modernistes ignorent les collaborations économiques ouvertes entre le régime de Morales et les riches élites agro-exportatrices blanches, les compagnies pétrolières européennes et étasuniennes ainsi que les millionnaires indiens du complexe de mines de fer de Mutun. L'obsession post-moderniste pour la «rhétorique» ou le «texte» des présentations de Morales devant les publics de masse quand il s'engage à des acrobaties oratoires démagogiques, leur voile le vrai contenu de classe et national de sa politique. Par conséquent sa «nationalisation révolutionnaire» du pétrole et du gaz naturel n'était guère plus qu'une augmentation de taxes payables par les multinationales à l'État . Pas une seule

multinationale n'a été expropriée. Même le prix du gaz à 5 dollars US par million de pieds cubes à l'Argentine était de 40% au-dessous du prix mondial – et le règlement du Brésil, un an après la «nationalisation» continuait à être de 4 dollars – alors que dans certains cas les prix étaient aussi bas que 1,9 dollars – comme pendant la période où Sánchez de Losada-Mesa était au pouvoir. Le théâtre, les lectures et la rhétorique sont divertissants et fournissent à l'occasion quelques lueurs de clarté sur le style mais pas sur la substance matérielle – l'économie politique d'un régime.

Le point de départ théorique pour une analyse complète des régimes politiques se fait à partir de la compréhension historico-empirique de l'action politique et le changement constant de l'orientation de classe des acteurs politiques, au fur et à mesure qu'ils se repositionnent dans la structure de classe et dans le temps. Le marxisme historico-empirique examine l'économie politique – les relations structurelles entre, d'un côté, les classes dirigeantes et l'État, et de l'autre, les régimes élus et leur base électorale.

Cette approche «matérialiste» démystifie la vraie signification de la «politique culturelle. On a combiné des politiques pro-impérialistes, pro-multinationales avec des pratiques culturelles traditionnelles.

En Afrique, Senghor au Sénégal et Mobutu au Zaïre, ont souligné la «négritude» comme politique culturelle alors qu'ils ouvraient la porte au pillage européen et étasunien. Duvalier à Haïti, Haya del la Torre au Pérou. Ferdinand Marcos aux Philippines et un nombre d'autres dirigeants ont combiné les identités ethniques et religieuses avec des politiques réactionnaires pro-impérialistes. La question fondamentale est: quelles sont les relations économiques de propriété et de classe qui encadrent la réaffirmation des pratiques traditionnelles culturelles ethniques ? Trop souvent les dirigeants ethniques manipulent le symbolisme traditionnel culturel pour dévier l'attention de la collaboration de classe, pour maintenir ou étendre la domination impériale de l'économie et la concentration de la propriété de la terre.

Je suggère que la «renaissance culturelle» indienne andine est une arme idéologique manipulée par Morales-García Linera pour créer une cohésion et un soutien paysan-indien pour des politiques socio-économiques qui profitent aux multinationales, aux agro-exportateurs, aux banquiers et à l'élite affairiste. Certains théoriciens par contre, dans une méthode de classification historique-comparative placent le régime Morales dans le cadre national-populiste d'Arbenz au Guatemala (1946-1953), de Perón en Argentine (1946-1955) et de Vargas au Brésil. Cette méthode d'analogie historique est utile jusqu'à un certain point, mais néglige des divergences majeures. Arbenz a exproprié de larges sections de terres de l'entreprise étasunienne United Fruit Company et les a distribuées aux Indiens et aux paysans sans terre, alors que Morales a, de manière répétée, promis de défendre les grandes plantations de l'agro-business. Perón a exproprié les intérêts pétroliers et les chemins de fer, financé un système étendu de sécurité sociale, doublé le salaire minimum et soutenu les revendications salariales des travailleurs, alors que Morales a poursuivi des politiques fiscales et monétaires orthodoxes. Vargas a créé un vaste secteur industriel indépendant de conversion du fer en acier, alors que Morales a vendu à la multinationale indienne Jindal la grande mine de fer et de manganèse de Mutun, dans les termes les plus honteux et ridicules, à des conditions d'industrialisation minimale.

La comparaison positive contemporaine entre Morales et le «nationalisme» de Chávez est aussi déplacée. Chávez a exproprié de vastes propriétés foncières et rétabli 100 000 familles, exproprié d'importantes entreprises étasuniennes d'énergie et d'électricité,

engagé des dépenses sociales massives et créé de nouvelles formes participation citoyenne directe. Morales a coopté des dirigeants des mouvements sociaux et tenté de subordonner leurs organisations à sa politique de partis parlementaires. Il a rejeté l'expropriation des propriétés foncières privées des 100 plus grands latifundistes et maintenu une politique d'austérité malgré les excellentes performances des exportations d'énergie et de minerais, bénéficiant des prix internationaux les plus favorables. Sans un cadre de référence théorique, il est impossible de procéder à une compréhension complète et profonde de la direction actuelle et future du régime Morales.

Les théories de Morales-García Linera sur le capitalisme bolivien

La théorie de Morales-García Linera (M-GL) sur le capitalisme bolivien évolue autour plusieurs axes:

1 une théorie des stades de changement politique-économique

2 une critique du capitalisme néo-libéral du modèle Sánchez de Losada

3 une conception alternative du «capitalisme normal» ou du «capitalisme andin-amazonien» (coopération entre les multinationales, l'État et l'agro-business).

4 une stratégie d'alliance «prudctiviste» avec les multinationales, les élites de l'agro-exportation et la «bourgeoisie nationale».

5 une alliance éclectique avec le Brésil de Lula (via Petrobras), l'Argentine de Kirchner (Repsol), le Chili de Bachelet, le Venezuela de Chávez, Cuba de Castro, les États-Unis de Bush, l'UE, le FMI et la Banque mondiale.

Les politiques de départ du régime – s'assurer de la collaboration des élites économiques étrangères et locales – visaient à poursuivre une stabilisation orthodoxe, restreindre les investissements sociaux/publics, défendre les grandes propriétés et démobiliser la protestation populaire. Le régime avec une rhétorique anti-impérialiste, des affirmations culturelles et une diplomatie personnelle, s'est assuré du soutien du Venezuela, de Cuba et, outre-mer, des intellectuels et des dirigeants progressistes. Sur le front interne, Morales a coopté des dirigeants de mouvements sociaux à des postes gouvernementaux, fait localement des concessions minimales aux revendications économiques, mystifié (temporairement) la masse de ses sympathisants avec une rhétorique de nationalisation et des promesses de réforme agraire et conjuré des «conspirations» et des «complots» à des moments opportuns de questionnement populaire.

La «théorie des stades» de M-GL

La théorie de développement Morales-García Linera est basée sur une version de la théorie économique libérale des stades de développement.

Lors du premier stade, l'économie est stabilisée par des politiques économiques et fiscales orthodoxes. Les relations de propriété et de classe existantes sont garanties et l'État met en place des mesures d'encouragement, des subventions et des accords à long terme. Les revendications salariales et les dépenses sociales sont contrôlées pour permettre des taux de profits élevés de manière à augmenter les investissements de la bourgeoisie nationale et étrangère dans des projets industriels. Au cours du second stade, du «décollage», la hausse de la production industrielle et des exportations de marchandises accroissent les revenus du

gouvernement basés sur la triple alliance stratégique: capital public, national et étranger. La théorie étant que plus il y a de richesse en haut plus elle «dégoulinera vers le bas». Les syndicats sont liés par des pactes tripartites. Des efforts sont faits pour contenir et fragmenter les revendications salariales et sociales pour faciliter ainsi l'accumulation du capital. Des syndicats parallèles et des contrats d'entreprise sont utilisés pour diviser les travailleurs.

Lors du troisième stade, la Bolivie atteint le «capitalisme normal» – les paysans sans terre sont déplacés de la campagne pour être absorbés dans le nouveau secteur des industries et des mines, soit ils émigrent à l'étranger. Un programme minimum de sécurité sociale est mis en place. L'économie se développe, les exportations augmentent et financent l'État. Les impôts et les dépenses sont équilibrés et les conflits de classe sont confinés à d'étroites «revendications économiques». Le MAS gère un système corporatiste État-capital-syndicats.

Le dernier stade, quelques décennies ou siècles plus tard, le «capitalisme normal» aura dépassé son utilité en tant que moteur de développement et sera supplanté par une version «andine du socialisme» dans laquelle on présume que les Indiens, les travailleurs et la bourgeoisie nationale se réuniront pour socialiser la production.

Cette théorie de développement du «capitalisme normal» découle largement d'une critique du modèle «néo-libéral» précédent qui caractérisait ainsi les politiques de l'ex-président Sánchez de Losada.

Comparaison : Sánchez de Losada, Evo Morales et les mouvements sociaux

La tentative de Morales-García Linera pour créer une version bolivienne du «capitalisme normal» (CN) trouve sa source dans la critique du projet prédateur, kleptocratique, «néo-libéral», de Sánchez de Losada et le rejet du programme anti-capitaliste du mouvement révolutionnaire social. Le modèle M-GL du CN n'est ni une rupture complète, ni une simple continuation du passé, ni une exclusion des mouvements sociaux. Le modèle M-GL est basé sur une politique visant à « harnacher » l'agro-business, les banques et les multinationales étrangères qui avaient anciennement soutenu Sánchez de Losada, pour réglementer leur comportement et s'assurer qu'ils payent leurs impôts et qu'ils investissent, tout en les encourageant à jouer le jeu selon les règles du «capitalisme normal».

En vue de mettre la pression sur les élites économiques, pour qu'elles se conforment au modèle M-GL de CN, le régime s'appuie sur des mouvements sociaux pour qu'ils agissent comme «béliers». M-GL se sert du mouvement social pour bloquer les mouvements séparatistes contre la coalition «Luna» des provinces autour de Santa Cruz. Le régime dépend de ces mouvements pour contrer des activités obstructionnistes au Congrès, à l'Assemblée Constituante et pour assurer le passage de ses contrats de pétrole et de gaz naturel avec les multinationales. Le régime Morales a besoin des mouvements comme contrepoids politiques aux prédateurs néolibéraux, autant qu'il dépend des élites économiques pour «développer» l'économie.

Ce «tour d'équilibrisme» problématique est précaire parce qu'il demande des concessions économiques au secteur des affaires – qui bien entendu soutient la droite – et de constants efforts dramatiques pour le «théâtre politique» remplis d'actes symboliques en direction des mouvements sociaux.

Les mouvements sociaux sont les instruments et non pas les bénéficiaires du modèle M-GL.

Ils servent à appuyer les tentatives de Morales d'élargir le secteur économique de l'État , partie de la triple alliance composée de multinationales étrangères, du secteur d'extraction (pétrole, gaz naturel, étain, fer...), en partenariat avec des entreprises de l'État et un secteur «national» privé dominant l'agro-exportation, la banque, le commerce et le secteur minier moyen (des «coopératives»).

La totalité du modèle théorique-conceptuel du «capitalisme normal» de Morales est basée sur l'harmonisation et l'articulation de la «triple alliance» (TA). La TA exclut tout changement structurel dans les relations de propriété et sociales. Celle-ci dépend, de manière également importante, de l'exclusion de la classe ouvrière et de la paysannerie de tous les postes où des décisions économiques et politiques sont prises, les «leviers du pouvoir». Par contre la TA est aussi totalement dépendante de la coopération des dirigeants des mouvements sociaux et de leur incorporation de facto comme appendices de l'État . Des «rassemblements de masse» périodiques sont convoqués. Des sociétés étrangères sont occupées par des opérations «militaires» théâtrales, avec à leur tête Morales, pour la publicité dramatique et la propagande. Des «conspirations» et des «complots» étrangers infondés sont périodiquement dénoncés (précisément quand des contrats préjudiciables sont signés) pour donner l'image d'un président anti-impérialiste assiégé, mais jamais aucun comploteur n'est arrêté, ni même nommé et les «investigations» sont sans conséquence.

Pour clarifier la distance entre Morales-García Linera et les mouvements sociaux et le contraste entre le «capitalisme normal» et le capitalisme prédateur, il est utile d'identifier leur différence dans des domaines socio-économiques et politiques cruciaux.

Thèmes

Morales-García Linera

Modèle capitaliste «normal»

Sánchez de Losada

Modèle capitaliste prédateur

Modèle social révolutionnaire

Multinationales

pétrole gaz naturel

Augmentation des impôts et des opérations conjointes.

Privatisation, impôts modérés ou nuls, cession illégale d'entreprises publiques

Nationalisations par expropriation sous le contrôle des travailleurs

Politique agraire

Promotion des agro-exportateurs, réforme agraire limité aux terres publiques arides, mécanisation

Expropriation et saisie illégale des terres des paysans et de l'État , promotion de l'agro-business

Réforme agraire complète, expropriation des terres fertiles productives

Politique raciale-indienne

égalité culturelle des races, respect des traditions indiennes. Poursuite des contrebandiers, moralisation des fonctionnaires et des liens public/privé.

Discrimination raciale à tous les niveaux et régions

Transformation socio-économique et culturelle - transferts de propriété et revenus à la population indienne

Corruption

Poursuites judiciaires contre la contrebande, moralisation des fonctionnaires et des liens public/privé.

Régime kleptocratique - pillage des ressources publiques, commerce, privatisation et vente illégale de terres et d'entreprises

Nationalisation de toutes les entreprises privatisées, poursuite des profiteurs, grands affairistes, multinationales et agro-exportateurs criminels

Capitalisme

Plus grande représentation, expansion de tous les secteurs (grande, moyenne, petite bourgeoisie) et de l'État .

Bourgeoisie d'élite et multinationales marginalisent la petite bourgeoisie, représentation restreinte

Expropriation de la grande bourgeoisie, réglementation de la moyenne bourgeoisie, prise de contrôle par l'État des sommets de l'économie.

Investissements étrangers

Concessions, impôts modérés, promotion d'opérations conjointes.

Concessions libres d'impôts, taxes modérées, possession à 100%, prix bas du gaz naturel

Expropriation sous le contrôle des travailleurs et de l'État .

Politique des revenus

Austérité pour les classes de salariés; le surplus du budget ajouté aux devises étrangères; multinationales libres de transférer leur profits à l'étranger en devises fortes. Préservation des inégalités dans les augmentations de salaire/salaire minimum.

Austérité pour les travailleurs, pillage par l'élite du trésor public, expansion des inégalités, gel des salaires du secteur public inférieur et du salaire minimum des ouvriers.

Politiques de revenus égalitaristes, accroissement des investissements publics dans la production, salaires et salaires minima doublés. Contrôle du capital. Moratoire des dettes.

Relations capital-main d'oeuvre

Préservation de la relation capital-main-d'oeuvre. Abrogation de quelques lois anti-ouvrières répressives. Opposition aux grèves et à la mobilisation sociale indépendante

Régime répressif, tuant et emprisonnant des travailleurs, des paysans et des pauvres protestataires.

Fin de l'exploitation capitaliste de la main d'oeuvre, abrogation de toutes les lois du travail restrictives. Législation pour promouvoir le contrôle des moyens de production par les travailleurs. Poursuites contre les personnalités capitalistes et politiques impliquées dans les meurtres de travailleurs.

Alliances politico-économiques

Triple alliance

Grande bourgeoisie-multinationales

Alliance des travailleurs, paysans, Indiens, pauvres habitants urbains

Politique étrangère

éclectique vis à vis de Cuba/Venezuela progressistes, et du pacte andin néo-libéral, semi-autonome avec les é-U/UE. Maintien des forces armées à Haïti.

Client des États-Unis, subordonné à l'Union européenne, l'Argentine, le Brésil et les multinationales

Une politique indépendante anti-impérialiste alignée sur le Venezuela et Cuba

Politique macro-économique

Politique fiscale et monétaire orthodoxe, tendance à augmenter les investissements publics.

Politique fiscale et monétaire orthodoxe.

Expansion des dépenses publiques vers la production et la consommation populaire.

À partir de la perspective synoptique ci-dessus des trois projets politico-économiques, il est clair que la seule force politique qui favorise les changements structuraux, ce sont les mouvements sociaux révolutionnaires. Les politiques de Morales sont fondamentalement des changements progressifs organisés en vue de réformer le système capitaliste pour incorporer un secteur plus large de capitalistes, d'étendre le secteur capitaliste d'État et de fournir une plus grande représentation à des secteurs de la petite bourgeoisie privée. Ses politiques évoluent autour de la «moralisation» des bourgeois – pour assurer qu'ils payent leurs impôts, évitent de corrompre les fonctionnaires, se conforment aux règlements et déclarent leur vrais profits et revenus.

C'est précisément dans l'éthique bourgeoise que programme Morales qu'il diffère le plus des politiques prédatrices kleptocratiques de Sánchez de Losada. Cela est clair vu la continuité des mêmes élites agro-exportatrices, grand-affairistes, bancaires et multinationales qui occupent les sommets de l'économie. Cela est évident dans les mêmes disparités de revenus et de propriétés foncières.

Dans son style de gouvernance, Morales dépend aussi bien de l'appareil d'État que de la mobilisation de masse pour maintenir son pouvoir et contenir les élites séparatistes de Santa-Cruz, Beni, Cochamamba et Tarija. Sánchez de Losada, au contraire, faisait appel exclusivement à l'appareil de l'État et dans un moindre degré à des paramilitaires alliés des groupes agro-exportateurs. Sous Sánchez de Losada, l'État était impliqué dans des massacres à répétition, alors que Morales s'appuie sur des formes de répression plus douces, des négociations, la cooptation et le contrôle social plutôt que la force.

En conclusion, le bilan empirique montre que Morales représente un nouveau style de gouvernance capitaliste, une réforme du modus operandi capitaliste, de nouvelles règles d'expansion capitaliste, une politique étrangère éclectique et une coalition de dirigeants capitalistes modifiée. En aucune manière, il ne représente une rupture radicale ou révolutionnaire avec le capitalisme. Il représente une tentative de «moralisation» des élites capitalistes existantes. Même l'identité «réformiste» de Morales est mise en question – puisqu'il n'y a pas eu d'importants changements budgétaires qui auraient réduit les inégalités sociales ou qui auraient augmenté de manière significative la part du revenu qui va aux ouvriers et aux salariés. Morales ne peut être considéré comme «réformiste» que dans le sens le plus étroit du terme, par les augmentations du salaire minimum et ceux de la fonction publique. Dans le domaine de la politique étrangère, il est diplomatiquement éclectique – économiquement dépendant des multinationales. Morales en rhétorique est «anti-impérialiste», mais en pratique il est hautement dépendant de l'aide de l'Union européenne et des USA.

Critique théorique

Tout au long des années, des gauchistes à l'intérieur et à l'extérieur des régimes progressistes ont comparé deux conceptions stratégiques de développement politico-économique avec des résultats profondément différents.

Une école de pensée argumente que le régime nouvellement élu devrait stabiliser l'économie, surmonter la «crise», reconstruire la structure productive laissée en «ruine» par le précédent régime réactionnaire, avant de procéder, à une période ultérieure, à des changements structurels.

L'autre point de vue argumente que le gouvernement progressiste a été élu précisément à cause de la crise du système économique et que son rôle est de changer les structures économiques pour consolider son pouvoir pendant que la classe capitaliste est discréditée, désorganisée et en crise.

La stratégie de développement «stabilisatrice» présente plusieurs problèmes. Premièrement elle donne le temps à la classe capitaliste de se regrouper et de se rétablir de sa défaite politique, de son discrédit et de sa dispersion. Quand un gouvernement progressiste n'agit pas au moment où son pouvoir politique est au maximum et celui de l'opposition à son plus faible, il perd son avantage stratégique.

La stratégie de stabilisation de M-GL illustre la faiblesse et les conséquences débilantes de la perte d'un moment historique. Il a fallu une année pour que les partis de droite se regroupent, mobilisent leurs sympathisants et paralysent l'Assemblée Constituante. La bourgeoisie et les propriétaires terriens ont effectivement dicté les limites de tous les changements sociaux.

Le second aspect problématique de la politique de «stabilisation» est que le gouvernement progressiste impose les coûts socio-économiques de la reconstruction et de la gestion de la crise à la classe ouvrière par le biais de l'austérité des politiques budgétaire, monétaire et de revenus. En bloquant les dépenses sociales et en imposant des limites aux revendications ouvrières et à la mobilisation, le régime permet aux capitalistes de recouvrir leurs taux de profit et de consolider leur hégémonie de classe.

Troisièmement, un régime dont la politique économique affaiblit sa base sociale populaire et permet à ses adversaires de classe de récupérer de leur défaite, crée des obstacles majeurs à tout futur effort de changement structurel. Même si un régime progressiste «s'adapte» au regroupement de la classe capitaliste il ne peut pas espérer une alliance stratégique parce que la classe capitaliste préfère ses propres dirigeants et instruments politiques et rejette tout parti ou mouvement dont la base de masse peut encore exercer des pressions.

Finalement la politique de stabilisation ravive une puissante configuration économique de rapport de forces au sein de la structure politique institutionnelle qui exclut tout changement futur. Il est impossible d'engager de sérieux changements structurels une fois que les classes populaires ont été démobilisées, et que la classe capitaliste a surmonté sa crise et qu'une nouvelle classe politique s'est intégrée dans le système économique consolidé. La stratégie de stabilisation ne reporte pas temporairement le changement, elle l'exclut structurellement pour l'avenir.

L'histoire a démontré de manière répétée que lorsqu'une classe dirigeante est défiée ou menacée par un mouvement insurrectionnel, elle cède le pouvoir à une opposition électorale destinée à opérer à l'intérieur des paramètres institutionnels de l'État bourgeois. L'accession au gouvernement de «dirigeants populaires» est acceptée dans la mesure où la nouvelle classe dirigeante exerce le contrôle sur les «classes dangereuses». Dans la mesure où le régime s'applique simplement à «moraliser» l'économie capitaliste, à garantir que les intérêts des grands propriétaires sont sacrés et se soumettent aux tactiques de retardement et aux arguments procéduraux frivoles à l'Assemblée ou au Congrès, la classe capitaliste est encouragée et poursuit son offensive, attaquant l'existence même de l'État unitaire, la légitimité du régime et même le minimum des réformes qu'ils a mises en place.

Alors que Morales-García Linera se fixe sur une stratégie «d'unité nationale» de développement économique basé sur un modèle socio-politique corporatiste, la classe capitaliste résurgente (étrangère et nationale) depuis son poste de commandement stratégiques au sommet des secteurs financier et exportateur, saisit chaque concession et en demande encore. La classe capitaliste substitue la lutte de classe d'en haut, de l'intérieur des institutions et de l'extérieur. Les prémisses fondamentales du «capitalisme normal» exposées par Morales-García Linera entrent en conflit fondamental avec la rationalité et la logique de l'accumulation capitaliste et le besoin des capitalistes de diriger exclusivement par et pour eux-mêmes.

La tolérance pour la renaissances culturelle, le théâtre populiste et la démagogie politique d'antan ont leur utilité à des moments de crise et où il y a de vraies menaces dans la rue.

Une fois consolidée, la classe capitaliste se tourne vers ses propres dirigeants, ses technocrates et revendication culturelle de son propre règne.

Pris entre une classe populaire démobilisée, de plus en plus sur la défensive, et une bourgeoisie ascendante et offensive, les dirigeants du «capitalisme andin» n'ont plus d'échappatoire, si ce n'est d'octroyer plus d'espace aux loyalistes de parti, aux technocrates néolibéraux et même de faire encore plus de concessions clairement néolibérales.

Source : Conférence Crises d'État et urgence révolutionnaire tenue dans le cadre du IVe Congrès de sociologie de Bolivie, à La Paz, Bolivie, le 14 avril 2007.

[Article original](#) publié le 15 mars 2007.

Traduit par Alexandre Moumbaris, révisé par Fausto Giudice. Alexandre Moumbaris et Fausto Giudice sont membres de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

*James Petras est professeur émérite de sociologie à l'université de Binghamston, SUNY, New York, USA, et professeur adjoint à l'université Ste Marie, Halifax, Nova Scotia, Canada. Il a à son actif 50 ans d'adhésion à la lutte de classe et 61 ouvrages. Conseiller des mouvements de sans terre et de chômeurs au Brésil et en Argentine et co-auteur de *Globalization Unmasked* (Zed). Dernier ouvrage paru : *The Power of Israel in the United States* .*

La source originale de cet article est [The James Petras Website](#)
Copyright © [Prof. James Petras](#), [The James Petras Website](#), 2007

Articles Par : [Prof. James Petras](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca